

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2009 — 2557 [C — 2009/21075]

**15 JUILLET 2009. — Arrêté royal. — Gouvernement. — Démissions**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 96 et 104 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est acceptée, la démission offerte par :

— M. S. VANACKERE de ses fonctions de Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles;

— M. P. MAGNETTE de ses fonctions de Ministre du Climat et de l'Energie;

— M. B. CLERFAYT de ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances;

— Mme J. FERNANDEZ FERNANDEZ de ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées, adjointe à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 juillet 2009.

**Art. 3.** Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
H. VAN ROMPUY

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
PERSONNEL ET ORGANISATION**

F. 2009 — 2558 [C — 2009/02048]

**12 JUILLET 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001, fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Portée générale du projet

L'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées en matière administrative dispose que « le Secrétaire permanent au recrutement (lisez : l'administrateur-délégué du Bureau de sélection de l'administration fédérale) est seul compétent pour délivrer des certificats en vue d'attester les connaissances linguistiques exigées par la loi du 2 août 1963. ».

Pour exécuter correctement les articles susvisés des lois coordonnées, il est important de bien identifier les différents types de connaissance linguistique qu'elles envisagent :

a. la connaissance qui équivaut à celle qu'a un fonctionnaire porteur d'un diplôme conféré dans cette langue;

b. la connaissance suffisante;

c. la connaissance élémentaire;

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2009 — 2557 [C — 2009/21075]

**15 JULI 2009. — Koninklijk besluit. — Regering. — Ontslagen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 96 en 104 van de Grondwet;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Wordt aanvaard, het ontslag aangeboden door :

— De heer S. VANACKERE uit zijn ambt van Vice-Eerste Minister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven en Institutionele Hervormingen;

— De heer P. MAGNETTE uit zijn ambt van Minister van Klimaat en Energie;

— De heer B. CLERFAYT uit zijn ambt van Staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieu-fiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de Minister van Financiën;

— Mevr. J. FERNANDEZ FERNANDEZ uit haar ambt van Staatssecretaris voor Personen met een handicap, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 16 juli 2009.

**Art. 3.** Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
H. VAN ROMPUY

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST  
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

N. 2009 — 2558 [C — 2009/02048]

**12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis, voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemene reikwijdte van het ontwerp

Artikel 53, eerste lid, van de gecoördineerde wetten in bestuurszaken bepaalt dat « De Vaste Wervingssecretaris (lees : de Afgevaardigde bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid) alleen is bevoegd is om bewijzen omtrent de bij de wet van 2 augustus 1963 vereiste taalkennis uit te reiken. ».

Om voormelde artikelen van de gecoördineerde wetten correct uit te voeren is het van belang de verschillende types van taalkennis die zij beogen goed te identificeren :

a. de kennis die gelijkstaat met de kennis van een ambtenaar die houder is van een diploma toegekend in deze taal;

b. de voldoende kennis;

c. de elementaire kennis;

d. la connaissance élémentaire ou suffisante, expression systématiquement associée aux mots « appropriée à l'emploi » ou « appropriée à la nature de la fonction »;

e. la connaissance, appropriée à leurs fonctions, des membres du personnel des services établis à l'étranger.

La lecture des travaux parlementaires ne donne pas d'éclairage évident sur la portée des mots « appropriée à la nature de la fonction ». Rappelons que cette expression (ou sa jumelle « appropriée à l'emploi ») n'est utilisée que lorsque l'exigence est celle d'une « connaissance élémentaire ou suffisante ». Chaque fois que les lois coordonnées précisent de manière univoque « connaissance élémentaire » ou « connaissance suffisante », il n'est pas question de connaissance « appropriée ». On ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu « approprier » la connaissance à l'emploi, à la nature de la fonction, lorsqu'il laissait le choix entre connaissance élémentaire et connaissance suffisante pour considérer que lorsqu'il définissait son exigence de manière précise (soit élémentaire, soit suffisante), peu importait qu'elle soit « appropriée à la fonction ». Il semble donc incontournable de conclure que le niveau de la connaissance devra, selon la nature de la fonction, être soit élémentaire, soit suffisant. Le contraire signifierait que le législateur aurait introduit une différence qui n'aurait aucune portée.

Concrètement, dans le présent projet d'arrêté, lorsque les lois visent « la connaissance suffisante ou élémentaire », la connaissance suffisante sera exigée lorsque l'emploi ou la nature de la fonction implique que le titulaire de cet emploi ou de cette fonction est le supérieur hiérarchique d'autres agents. Dans les autres cas, seule la connaissance élémentaire sera requise. Rappelons que cette exigence concerne toujours les « agents en contact avec le public ».

Par rapport aux anciennes dispositions, outre le fait que les épreuves ne sont plus organisées par niveau de la hiérarchie administrative, l'innovation majeure réside dans le fait que les épreuves sont organisées en liaison avec les compétences linguistiques globales et non en épreuves de vocabulaire, de morphologie ou de grammaire. Chaque fois qu'il s'agit d'épreuves individualisées, le lien avec la fonction est requis. Ce lien avec la fonction n'a évidemment pas pour effet de limiter la portée du certificat à cette seule fonction.

Afin de ne pas dérouter les agents qui doivent obtenir les certificats de connaissance linguistique, la numérotation ancienne a été conservée, à une exception près : le certificat visé par l'article 9, § 3, a été intégré dans le § 2.

#### Les examens suivant l' article 7

Le certificat délivré conformément à l'article 7 atteste que le lauréat a une maîtrise de la langue comparable à celle qui est attendue des porteurs des diplômes correspondants obtenus dans cette langue.

Tous les aspects de ce qui constitue la maîtrise de la langue pour un locuteur natif sont ici mesurés :

1<sup>o</sup> la compréhension à l'audition;

2<sup>o</sup> la compréhension à la lecture;

3<sup>o</sup> la production de textes écrits à l'exclusion de traductions;

4<sup>o</sup> la capacité de tenir une conversation et l'expression orale.

Le niveau de référence est simple : c'est celui du diplôme.

Toutefois, il paraît raisonnable de ne pas imposer une épreuve mesurant la maîtrise de l'expression écrite lorsque le diplôme exigé est d'un niveau inférieur à celui de l'enseignement secondaire supérieur.

De même, si aucun diplôme n'est exigé, la maîtrise attendue sera celle de quelqu'un qui ne doit pas posséder un diplôme pour exercer la fonction considérée.

Le recours à des traductions, qui font appel à des compétences très différentes et relèvent de techniques particulières, a été exclu : de telles épreuves ne permettent pas de mesurer adéquatement ni la maîtrise de l'expression, ni la capacité de compréhension.

Si la distinction est faite entre la capacité de tenir une conversation et l'expression orale, c'est parce la première est orientée vers l'interaction, la seconde vers la production propre, par exemple la capacité de présenter un problème, une situation, de faire un exposé.

Les adaptations liées à un handicap ne contreviendront pas aux dispositions du présent projet même si elles empêchent la mesure de certaines compétences, par exemple la compréhension à l'audition pour un malentendant profond.

d. de elementaire of voldoende kennis, een uitdrukking die systematisch verbonden is met de woorden « aan het ambt aangepaste » of « aan de aard van de waar te nemen functie aangepaste »;

e. de kennis, aangepast aan hun functies, voor de leden van de buitenlandse diensten.

De lezing van de parlementaire voorbereidingen biedt geen verheldering over de reikwijdte van de woorden « aangepast aan de aard van de functie ». Er weze aan herinnerd dat deze uitdrukking (of de verwante uitdrukking « aangepast aan het ambt ») slechts gebruikt wordt wanneer een « elementaire of voldoende kennis » vereist is. Telkens de gecoördineerde wetten eenduidig « elementaire kennis » of « voldoende kennis » preciseren is er geen sprake van « aangepaste » kennis. De wetgever heeft de keuze gelaten tussen elementaire en voldoende kennis omdat hij bij de nauwkeurige definitie van de eisen (ofwel elementair, ofwel voldoende) het van weinig belang achtte dat « ze aangepast was aan de functie »; men kan dan ook niet veronderstellen dat de wetgever de vereiste kennis zou hebben willen « aanpassen » aan de aard van de functie. Het lijkt dus onvermijdelijk te concluderen dat het kennismiveau naargelang van de aard van de functie ofwel elementair, ofwel voldoende zal moeten zijn. Het tegenovergestelde zou betekenen dat de wetgever een verschil heeft ingebouwd dat geen draagwijde zou hebben.

Concreet, in dit ontwerp van besluit, wanneer de wetten « de voldoende of elementaire kennis » bedoelen, zal de voldoende kennis geëist worden wanneer de betrekking of de aard van de functie impliceert dat de houder van deze betrekking of functie de hiërarchische meerdere van andere ambtenaren is. In de andere gevallen zal alleen de elementaire kennis geëist worden. Er weze aan herinnerd dat deze vereiste betrekking heeft op de « ambtenaren die in contact staan met het publiek ».

Dat de proeven niet langer georganiseerd worden per niveau van de administratieve hiërarchie, is niet de enige vernieuwing in vergelijking met de vroegere bepalingen : de proeven zullen daarenboven georganiseerd worden in verband met de globale taalcompetenties en niet als woordenschat-, morfologie- of grammaticaproeven. Telkens het geïndividualiseerde proeven betreft is het verband met de functie vereist. Dit verband met de functie heeft uiteraard niet tot doel de reikwijdte van het bewijs te beperken tot louter deze functie.

Om de ambtenaren die de bewijzen van taalkennis dienen te behalen niet in verwarring te brengen werd de vroegere nummering behouden, op een uitzondering na : het bewijs bedoeld in artikel 9, § 3, werd geïntegreerd in § 2.

#### De examens overeenkomstig artikel 7

Het bewijs uitgereikt overeenkomstig artikel 7 bevestigt dat de laureaat een taalbeheersing heeft die vergelijkbaar is met de taalbeheersing die verwacht wordt van de houders van de overeenstemmende diploma's behaald in deze taal.

Alle aspecten van de taalbeheersing van een moedertaalspreker worden hier gemeten :

1<sup>o</sup> het begrijpend luisteren;

2<sup>o</sup> het begrijpend lezen;

3<sup>o</sup> het schrijven van schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen;

4<sup>o</sup> het vermogen een gesprek te voeren en de vaardigheid om zich mondeling uit te drukken.

Het referentieniveau is eenvoudig, namelijk dat van het diploma.

Het lijkt evenwel redelijk geen proef op te leggen die de beheersing van de schriftelijke vaardigheid meet wanneer het vereiste diploma van een lager niveau is dan dat van het lager secundair onderwijs.

Indien er geen enkel diploma vereist wordt zal de verwachte beheersing ook de beheersing zijn van iemand die geen diploma dient te bezitten om de beoogde functie uit te oefenen.

Het gebruik van vertalingen, waarvoor een beroep wordt gedaan op zeer verschillende competenties en die afhankelijk zijn van specifieke technieken, werd uitgesloten : dergelijke proeven maken het niet mogelijk op passende wijze de beheersing van de taalvaardigheid of het begripsvermogen te meten.

Indien een onderscheid gemaakt wordt tussen het vermogen een gesprek te voeren en de vaardigheid om zich mondeling uit te drukken, is dit omdat het eerst vernoemde gericht is op interactie en het laatst vernoemde op de eigenlijke productie, bijvoorbeeld het vermogen om een probleem of een situatie uiteen te zetten, om een uiteenzetting te geven.

De aanpassingen die verband houden met een handicap zijn niet in strijd met de bepalingen van dit ontwerp, zelfs indien ze het meten van bepaalde competenties verhinderen, bijvoorbeeld het begrijpend luisteren voor een zwaar slechthorend persoon.

Nous évoquons ici les examens suivant l'article 7 et non l'examen suivant l'article 7 : il est évident que chaque certificat n'est valide que pour le niveau de diplôme correspondant.

#### L'examen suivant l'article 8

L'article 8 exécute les articles 21, § 2 et 38, § 4, des lois coordonnées. Il s'agit ici de la connaissance, élémentaire, exigée de tous les agents, quel que soit leur niveau, qu'ils soient ou non en contact avec le public. On vise ici la connaissance passive, portant sur la compréhension à l'audition de messages élémentaires et la compréhension à la lecture de textes élémentaires.

Les lois coordonnées imposent un examen écrit ou informatisé. C'est à tort à nos yeux que l'on conclurait qu'il doit porter sur la connaissance écrite de la langue et donc comprendre une épreuve mesurant la capacité d'expression écrite. Ce que le législateur a exclu, c'est la « production » orale qui requiert une connaissance active, plus exigeante.

Compte tenu du public cible de ce certificat, tous les agents des services concernés sans exception, la connaissance élémentaire qui a du sens, est celle qui permet de comprendre des messages élémentaires et des textes élémentaires.

#### Les examens suivant l'article 9

L'article 9, § 1<sup>er</sup>, exécute les articles 21, § 5 et 38, § 4, des lois coordonnées.

Il s'agit ici des agents occupant un emploi ou une fonction mettant son titulaire en contact avec le public. Cette épreuve ne s'adresse qu'à des candidats qui sont également soumis au § 2 du même article et qui ont donc dû, à ce titre, présenter l'épreuve visée à l'article 8.

Les lois coordonnées précisent que l'épreuve est orale.

Nous avons déjà analysé ci-dessus l'interprétation qu'il fallait donner à l'expression « une connaissance suffisante ou élémentaire, appropriée à la nature de la fonction à exercer ».

On distinguera donc d'une part la connaissance élémentaire, d'autre part la connaissance suffisante. Celle-ci sera requise des agents qui non seulement sont en contact avec le public mais qui en outre exercent une fonction dont la nature même fait d'eux le supérieur hiérarchique d'autres agents, le cas échéant de l'autre régime linguistique. Cette modalité particulière, liée à la nature de la fonction, justifie du niveau plus élevé d'exigence.

Ce niveau plus élevé d'exigence s'applique aussi bien aux membres du personnel contractuels qu'aux agents statutaires.

Par messages usuels, nous entendons des messages courants exprimés dans la langue de tous les jours.

Si la distinction est faite entre la capacité de tenir une conversation et l'expression orale, c'est parce que la première est orientée vers l'interaction, la seconde vers la production propre, par exemple la capacité de présenter un problème, une situation, de faire un exposé. En aucun cas, nous ne visons la capacité de tenir des discours. Ni l'éloquence, ni l'aisance de l'orateur, ni l'art de la rhétorique ne sont requis ici. Pas plus qu'ils ne sont attendus de tous les locuteurs natifs.

Pour prendre un exemple concret, il arrive, dans la vie quotidienne, qu'un locuteur natif abuse des « euh » disgracieux. Ce n'est pas qu'il ne connaisse pas sa langue maternelle mais que son expression orale est plutôt hésitante.

On admettra bien évidemment ce défaut chez le locuteur dans l'autre langue.

Par contre, si le locuteur cherche ses mots, si les structures de ses phrases sont incorrectes, si ses interlocuteurs doivent faire un effort pour le comprendre, son expression orale ne pourra pas être qualifiée d'aisée.

Comme cela a déjà été dit pour l'article 7, les adaptations liées à un handicap ne contreviendront pas aux dispositions du présent projet même si elles empêchent la mesure de certaines compétences, par exemple la compréhension à l'audition pour un malentendant profond.

Dans toute la mesure du possible, les épreuves seront informatisées, pour des raisons évidentes d'efficience. S'il est exclu que ces épreuves, qui sont destinées à des milliers de fonctions différentes, soient spécifiques à chacune d'elles, les items présentés dans chaque épreuve seront rangés dans des domaines fonctionnels comme par exemple, les

We vermelden hier de examens overeenkomstig artikel 7 en niet het examen overeenkomstig artikel 7 : het spreekt voor zich dat elk bewijs slechts geldig is voor het overeenstemmende diplomaneiveau.

#### Het examen overeenkomstig artikel 8

Artikel 8 voert de artikelen 21, § 2 en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten uit. Het betreft hier de elementaire kennis die van alle ambtenaren wordt vereist, ongeacht hun niveau en ongeacht of ze al dan niet in contact staan met het publiek. Hier wordt de passieve kennis beoogd, die betrekking heeft op het begrijpend luisteren naar elementaire boodschappen en het begrijpend lezen van elementaire teksten.

De gecoördineerde wetten schrijven een schriftelijk of computergestuurde examen voor. Daaruit kan men niet besluiten dat het examen moet slaan op de schriftelijke kennis van de taal en dus een proef moet bevatten die de schrijfvaardigheid test. De wetgever heeft uitgesloten dat het zou gaan om een test in verband met een actieve, veeleisende kennis nodig voor de mondeling « productie ».

Rekening houdend met het doelpubliek van dit bewijs, nl. alle ambtenaren van de betrokken diensten zonder uitzondering, is de zinvolle elementaire kennis de kennis die het mogelijk maakt elementaire boodschappen en elementaire teksten te begrijpen.

#### De examens overeenkomstig artikel 9

Artikel 9, § 1, voert de artikelen 21, § 5 en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten uit.

Het gaat dus hier over de titularissen van een ambt of betrekking die de titularis ervan in contact brengt met het publiek. Deze proef is louter gericht op kandidaten die tevens onderworpen zijn aan § 2 van hetzelfde artikel en die in dat opzicht de proef bedoeld in artikel 8 hebben moeten afleggen.

De gecoördineerde wetten bepalen dat de proef mondeling is.

Hierboven hebben we reeds de interpretatie geanalyseerd die gegeven diende te worden aan de uitdrukking « een voldoende of elementaire kennis, aangepast aan de aard van de uit te oefenen functie ».

We onderscheiden dus enerzijds de elementaire kennis, anderzijds de voldoende kennis. Deze zal vereist worden van de ambtenaren die niet alleen in contact staan met het publiek, maar die bovendien een functie uitoefenen waarvan de aard zelf van hen de hiërarchische meerdere maakt van andere ambtenaren, in voorkomend geval van het andere taalstelsel. Deze specifieke modaliteit, verbonden met de aard van de functie, verantwoordt het hogere vereiste niveau.

Die hogere vereiste niveau is van toepassing zowel op de contractuele personeelsleden als op de statutaire ambtenaren.

Onder gebruikelijke boodschappen verstaan we gangbare boodschappen die gevuld worden in de alledaagse aanvaarde taal.

Indien een onderscheid gemaakt wordt tussen het vermogen een gesprek te voeren en de mondelijke vaardigheid, is dit omdat het eerst vernoemde gericht is op interactie en het laatst vernoemde op de eigenlijke productie, bijvoorbeeld het vermogen om een probleem of een situatie uiteen te zetten, om een uiteenzetting te geven. In geen enkel geval beogen we het vermogen redevoeringen te houden. Nog de welbespraaktheid, de vlotheid van de spreker of de kunst van de welsprekendheid worden hier in dat opzicht vereist, niet meer dan dat men deze verwacht van alle moedertaalsprekers.

Om een concreet voorbeeld te nemen : in het dagelijkse leven komt het wel eens voor dat een spreker te veel onserlike « euhs » gebruikt. Dit komt niet doordat hij zijn moedertaal niet kent, maar omdat zijn mondelijke vaardigheid eerder aarzelend is.

Uiteraard zal men dit gebrek bij de spreker in de andere taal aanvaarden.

Indien de spreker daarentegen zijn woorden zoekt, indien de structuur van zijn zinnen niet correct is, indien de gesprekspartners moeite moeten doen om hem te begrijpen, dan zal zijn mondeling uitdrukkingen niet als vlot kunnen worden gekwalificeerd.

Zoals het reeds gezegd werd voor artikel 7, zullen de aanpassingen die verband houden met een handicap niet in strijd zijn met de bepalingen van dit ontwerp, zelfs indien ze het meten van bepaalde competenties verhinderen, bijvoorbeeld het begrijpend luisteren voor een zwaar slechthorend persoon.

Voor zover mogelijk zullen de proeven computergestuurd zijn omwille van de doeltreffendheid. Hoewel het is uitgesloten dat deze proeven, die bestemd zijn voor duizenden verschillende functies, specifiek zijn voor elk ervan, zullen de items die in elke proef voorgesteld worden, ondergebracht worden in functionele domeinen zoals bijvoorbeeld het administratieve, het politieke, het medische en

domaines administratif, policier, médical et diplomatique. Et le candidat pourra choisir le domaine dans lequel ses compétences seront mesurées. Ce choix de domaine ne limitera en rien la portée du certificat.

Que ce soit pour l'épreuve de connaissance suffisante ou pour celle de connaissance élémentaire, le sujet de la conversation ou de l'exposé sera nécessairement lié à la fonction.

L'article 9, § 2, exécute les articles 15, § 2, alinéa 5 et 46, § 5, des lois coordonnées.

Il s'agit de nouveau ici des agents occupant un emploi mettant son titulaire en contact avec le public. Contrairement aux candidats concernés par le § 1<sup>er</sup>, ils n'ont pas dû présenter l'épreuve visée à l'article 8.

Le raisonnement que nous avons tenu tant dans la portée générale du projet que ci-dessus pour les épreuves liées au § 1<sup>er</sup> en ce qui concerne la différence d'exigence entre la connaissance élémentaire et la connaissance suffisante reste valable.

Le § 2 reproduit donc les exigences du § 1<sup>er</sup> pour ce qui relève des épreuves orales ou de compréhension à l'audition. Une épreuve de compréhension à l'audition de messages élémentaires est prévue pour la connaissance élémentaire, puisque cette compétence n'a pas été couverte, l'article 8 n'étant pas d'application pour ces agents.

S'y ajoutent, pour la connaissance suffisante, une épreuve de compréhension à la lecture de textes usuels et une épreuve de production de textes écrits corrects.

Sur les uns comme sur les autres, nous répéterons ce que nous avons déjà dit : il s'agit de textes courants, dans un langage commun. Il n'est question ici ni de texte à portée littéraire ni de recherche stylistique.

Pour les épreuves informatisées, le choix de domaines évoqué ci-dessus sera également proposé.

L'épreuve exécutant l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées a été insérée dans l'épreuve de connaissance élémentaire, sa portée étant manifestement la même.

#### L'examen suivant l'article 10

L'épreuve porte sur la compréhension à l'audition de messages élémentaires et sur la capacité de tenir une conversation élémentaire sur un sujet lié à la fonction.

#### L'examen suivant l'article 11

L'article 11 exécute les articles 21, § 4, et 38, § 4, des lois coordonnées.

Les épreuves doivent apporter la preuve que le candidat possède une connaissance suffisante de la seconde langue pour assurer le maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée.

Les lois coordonnées imposent que l'examen soit écrit ou informatisé.

Sur la portée du mot « usuels » ou l'exclusion des traductions, nous renvoyons à ce qui a été dit ci-dessus.

#### L'examen suivant l'article 12

L'article 12 exécute l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées.

Les épreuves doivent apporter la preuve que le candidat possède une connaissance suffisante de la seconde langue pour être admis au cadre bilingue.

Les remarques qui ont été faites ci-dessus pour ce qui concerne les messages usuels, les textes usuels, les textes écrits corrects, l'exclusion des traductions, le lien avec la fonction, la manière aisée de s'exprimer restent pertinentes pour les épreuves visées ici.

#### L'examen suivant l'article 13

L'article 13 exécute l'article 46, § 4, des lois coordonnées. Comme par le passé, son programme est celui du certificat « article 12 ».

#### Les examens suivant l'article 14

L'article 14 exécute l'article 47, § 5, des lois coordonnées.

Les épreuves doivent prouver que les titulaires des emplois des services établis à l'étranger possèdent de la seconde langue une connaissance appropriée à leurs fonctions.

het diplomatieke domein. De kandidaat zal het domein kunnen kiezen waarin zijn competenties gemeten zullen worden. Deze keuze van een domein zal de reikwijdte van het bewijs hoegenaamd niet beperken.

Zowel voor de proef m.b.t. de voldoende kennis als voor de proef m.b.t. de elementaire kennis zal het onderwerp van de conversatie of van de uiteenzetting noodzakelijkerwijs verbonden zijn met de functie.

Artikel 9, § 2, voert de artikelen 15, § 2, vijfde lid, en 46, § 5, van de gecoördineerde wetten uit.

Het betreft hier opnieuw de titularissen van een betrekking die de titularis ervan in contact brengt met het publiek. In tegenstelling tot de kandidaten waarop § 1 betrekking heeft hebben zij de proef bedoeld in artikel 8 niet moeten afleggen.

De redenering die wij gevuld hebben, zowel m.b.t. de algemene reikwijdte van het ontwerp, als hierboven voor de proeven verbonden met § 1 wat betreft het vereisteverschil tussen de elementaire kennis en de voldoende kennis, blijft geldig.

§ 2 neemt dus de vereisten van § 1 over voor hetgeen behoort tot de mondelinge proeven of tot het begrijpend luisteren. Een proef begrijpend luisteren naar elementaire boodschappen is voorzien voor de elementaire kennis, aangezien deze competentie niet bestreken werd, daar artikel 8 niet van toepassing is voor deze ambtenaren.

Voor de voldoende kennis komt hier nog een proef begrijpend lezen van gebruikelijke teksten en een proef schrijven van correcte schriftelijke teksten bij.

Met betrekking tot al deze proeven herhalen wij hetgeen we reeds gezegd hebben : het betreft gangbare teksten in een alledaagse taal. Er is hier geen sprake van een tekst van literaire inslag of een stylistisch onderzoek.

Wat de computergestuurde proeven betreft zal de hierboven vermelde keuze van domeinen tevens worden voorgesteld.

De proef die het artikel 29, eerste lid, van de gecoördineerde wetten uitvoert, werd ingevoegd in de elementaire-kennis-proef, daar de reikwijdte ervan overduidelijk dezelfde was.

#### Het examen overeenkomstig artikel 10

De proef heeft betrekking op het begrijpend luisteren naar elementaire boodschappen en op het vermogen een elementair gesprek te voeren over een onderwerp verbonden met de functie.

#### Het examen overeenkomstig artikel 11

Artikel 11 voert de artikelen 21, § 4, en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten uit.

Uit de proeven moet blijken dat de kandidaat de tweede taal voldoende beheert om de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst, waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd, te verzekeren.

De gecoördineerde wetten schrijven voor dat het examen schriftelijk of computergestuurd is.

Met betrekking tot de reikwijdte van het woord « gebruikelijke » of de uitsluiting van vertalingen, verwijzen we naar hetgeen hierboven werd gezegd.

#### Het examen overeenkomstig artikel 12

Artikel 12 voert het artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten uit.

Uit de proeven moet blijken dat de kandidaat de tweede taal voldoende beheert om te worden ingedeeld in het tweetalig kader.

De opmerkingen die hierboven werden gemaakt met betrekking tot de gebruikelijke boodschappen, de gebruikelijke teksten, de correcte schriftelijke teksten, de uitsluiting van de vertalingen, het verband met de functie, de vlotheid waarmee men zich uitdrukt blijven relevant voor de hier bedoelde proeven.

#### Het examen overeenkomstig artikel 13

Artikel 13 voert het artikel 46, § 4, van de gecoördineerde wetten uit. Zoals in het verleden is het programma dat van het « artikel 12 »-bewijs.

#### De examens overeenkomstig artikel 14

Artikel 14 voert het artikel 47, § 5, van de gecoördineerde wetten uit.

Uit de proeven moet blijken dat de titularissen van de betrekkingen van de buitenlandse diensten een aan hun functies aangepaste kennis van de tweede taal hebben.

Le même critère distinctif est utilisé que dans les certificats de l'article 9, à savoir le fait d'être ou non le supérieur hiérarchique d'autres agents.

Les remarques qui ont été faites ci-dessus pour ce qui concerne les messages usuels, les textes usuels, les textes écrits corrects, l'exclusion des traductions, le lien avec la fonction, la manière aisée de s'exprimer restent pertinentes pour les épreuves visées ici.

#### Dispositions relatives à l'organisation des épreuves linguistiques

L'article 1<sup>er</sup> du projet adapte la composition des jurys pour supprimer la référence aux niveaux hiérarchiques.

L'article 2 du projet adapte l'objectif des examens linguistiques pour supprimer la référence aux niveaux hiérarchiques.

L'article 3 du projet remplace l'article 6 et permet à l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale de déterminer le support matériel des examens, dans le respect, bien évidemment, des lois coordonnées et du présent arrêté. Par support matériel, on entend l'épreuve informatisée, écrite, orale,...

L'article 12 du projet remplace l'article 16. Il s'agit des dispenses, qui ont été revues en cohérence avec la modification des épreuves.

L'article 13 du projet remplace l'article 16bis. Il détermine les conditions de réussite. Les exigences sont restées les mêmes, adaptées à la nouvelle répartition des épreuves.

L'article 14 du projet modifie l'article 20. Cet article donne la possibilité aux candidats comme à l'administration d'utiliser aussi des moyens de communication écrits et électroniques.

L'article 15 prévoit une mesure transitoire pour les candidats qui avaient réussi une partie de l'examen suivant l'article 12. Une telle mesure transitoire n'est pas envisageable pour les autres articles en raison du fait que les examens étaient soit organisés en une seule épreuve, soit organisés selon les niveaux hiérarchiques.

Il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'Etat à l'exception de celle visant à modifier l'intitulé du texte auquel il est fait référence dans sa version néerlandaise. Il est proposé de remplacer le mot « samengevat » par le mot « gecoördineerd ». Cet avis ne peut être suivi. En effet, le présent projet modifie un arrêté royal existant dont l'intitulé ne peut être modifié.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,  
le très respectueux  
et le très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Fonction publique,  
S. VANACKERE

#### AVIS 46.678/3 DU 3 JUIN 2009

#### DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 13 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 », a donné l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

#### Intitulé

2. Dans le texte néerlandais du projet, on remplacera le mot « samengevat » par le mot « gecoördineerd ».

#### Préambule

3. Au premier alinéa du préambule, on fera référence à l'article 53, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, procurant le fondement juridique.

Hetzelfde onderscheidend criterium wordt enkel gebruikt in de bewijzen van artikel 9, te weten het feit al dan niet de hiërarchische meerdere te zijn van andere ambtenaren.

De opmerkingen die hierboven werden gemaakt met betrekking tot de gebruikelijke boodschappen, de gebruikelijke teksten, de correcte schriftelijke teksten, de uitsluiting van de vertalingen, het verband met de functie, de vlotheid waar mee men zich uitdrukt blijven relevant voor de hier bedoelde proeven.

#### Bepalingen betreffende de organisatie van de taalproeven

Artikel 1 van het ontwerp past de samenstelling van de examencommissies aan om de verwijzing naar de hiërarchische niveaus op te heffen.

Artikel 2 van het ontwerp past de doelstelling van de taalexamens aan om de verwijzing naar de hiërarchische niveaus op te heffen.

Artikel 3 van het ontwerp vervangt het artikel 6 en laat de Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid toe de materiële drager van de examens te bepalen, uiteraard met inachtneming van de gecoördineerde wetten en dit besluit. Onder materiële drager verstaat men de computergestuurde, de schriftelijke, de mondeling, ...proef.

Artikel 12 van het ontwerp vervangt het artikel 16. Het betreft vrijstellingen die herzien werden in samenhang met de wijziging van de proeven.

Artikel 13 van het ontwerp vervangt het artikel 16bis. Het bepaalt de slaagvoorraarden. De eisen zijn dezelfde gebleven, aangepast aan de nieuwe verdeling van de proeven.

Artikel 14 van het ontwerp wijzigt het artikel 20. Dit artikel voorziet in de mogelijkheid dat zowel de kandidaten als de administratie gebruik kunnen maken van schriftelijke en elektronische communicatiemiddelen.

Artikel 15 voorziet een overgangsmaatregel voor de kandidaten die reeds in een onderdeel van het examen overeenkomstig artikel 12 geslaagd waren. Zulke overgangsmaatregel is niet denkbaar voor de andere artikelen omwille van het feit dat de examens ofwel in een proef ofwel volgens de hiërarchische niveaus georganiseerd werden.

Er werd rekening gehouden met alle opmerkingen van de Raad van State behalve deze die ertoe strekt het opschrift te wijzigen van de tekst waarnaar verwezen wordt in de Nederlandse versie. Er wordt voorgesteld het woord « samengevat » te vervangen door het woord « gecoördineerd ». Dit advies mag niet gevuld worden. Dit ontwerp wijzigt namelijk een bestaand koninklijk besluit waarvan het opschrift niet vervangen mag worden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,  
S. VANACKERE

#### ADVIES 46.678/3 VAN 3 JUNI 2009

#### VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, derde kamer, op 13 mei 2009 door de Minister van Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966 », heeft het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

#### Opschrift

2. In de Nederlandse tekst van het opschrift vervange men het woord « samengevat » door het woord « gecoördineerd ».

#### Aanhef

3. In het eerste lid van de aanhef dient te worden verwezen naar de rechtsgrond biedende artikel 53, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

4. Compte tenu des règles de légistique les plus récentes, on rédigera le sixième alinéa du préambule comme suit :

« Vu l'avis 46.678/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; ».

#### Article 4

5. La phrase liminaire de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet, fait notamment référence à l'article 38, § 2, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Toutefois, cette disposition ne comporte aucune référence à un examen linguistique, pas même de manière indirecte en se référant à une disposition faisant effectivement mention d'un tel examen.

On omettra, dès lors, la disposition précitée (1).

#### Article 16

6. En vertu de l'article 16, l'arrêté dont le projet est actuellement à l'examen, entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente toutefois l'inconvénient que, si la publication de la réglementation intervient à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront même pas du délai usuel de dix jours pour s'y conformer.

La question est dès lors de savoir s'il ne vaut pas mieux omettre l'article 16 ou le remplacer par une autre disposition d'entrée en vigueur.

La chambre était composée de :

MM. :

J. Smets, conseiller d'Etat, président;  
B. Seutin et P. Barra, conseillers d'Etat;  
Mme G. Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme I. Verheven, auditeur adjoint.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Smets.

Le Greffier,  
G. Verberckmoes.

Le President,  
J. Smets.

#### Note

(1) Strictement parlant, il n'est même pas nécessaire de faire référence à des dispositions se bornant à renvoyer à d'autres dispositions mentionnant un examen linguistique.

**12 JUILLET 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001, fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'article 53, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 31 mars 2009;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois coordonnées précitées;

Vu l'avis 41050/1/PF de la Commission permanente de contrôle linguistique donné le 8 mai 2009;

Vu l'avis 46.678/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

4. Gelet op de meest recente wetgevingstechnische voorschriften redigere men het zesde lid van de aanhef als volgt :

« Gelet op advies 46.678/3 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; ».

#### Artikel 4

5. In de inleidende zin van het ontworpen artikel 7, eerste lid, wordt onder meer verwezen naar artikel 38, § 2, van de gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken. Die bepaling bevat evenwel geen enkele verwijzing naar een taalexamen, ook niet op een indirecte wijze doordat erin wordt verwezen naar een bepaling waarin wel van een taalexamen gewag wordt gemaakt.

De verwijzing naar de genoemde bepaling dient derhalve te vervallen (1).

#### Artikel 16

6. Krachtens artikel 16 treedt het besluit dat thans in ontwerpform voorligt, in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Zulke regeling van inwerkingtreding heeft evenwel het nadeel dat, indien de bekendmaking van de regeling op het einde van de maand gebeurt, de bestemmelingen ervan zelfs niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om zich aan die regeling aan te passen.

Vraag is dan ook of artikel 16 niet beter wordt weggelaten of wordt vervangen door een andere bepaling van inwerkingtreding.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J. Smets, staatsraad, voorzitter;  
B. Seutin en P. Barra, staatsraden;  
Mevr. G. Verberckmoes, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. I. Verheven, adjunct-auditeur.

De Griffier,  
G. Verberckmoes.

De Voorzitter,  
J. Smets.

#### Nota

(1) Strikt genomen is het zelfs niet noodzakelijk te verwijzen naar bepalingen waarin slechts wordt verwezen naar andere bepalingen waarin van een taalexamen gewag wordt gemaakt.

**12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, het artikel 53, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 27 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 31 maart 2009;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de vorenvermelde gecoördineerde wetten;

Gelet op het advies 41050/1/PF van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht gegeven op 8 mei 2009;

Gelet op advies 46.678/3 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « des membres du personnel enseignant qui enseignent ou ont enseigné au niveau correspondant à la fonction ou à l'emploi à conférer » sont remplacés par les mots « des membres du personnel enseignant actif ou pensionné »;

2° les mots « un fonctionnaire appartenant au niveau 1 du personnel de l'Etat » sont remplacés par les mots « un agent de l'Etat ».

**Art. 2.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Les examens linguistiques ont pour objet de contrôler si les candidats ont une connaissance pratique de la langue en rapport avec les exigences de la fonction ou de l'emploi à assumer. ».

**Art. 3.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. L'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale détermine le support matériel des examens. ».

**Art. 4.** L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Les examens linguistiques visé aux articles 15, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4, 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 27, alinéas 2 et 3, 38, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, § 4, § 5, 43, § 4, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4, 44 et 46, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées consistent en des épreuves permettant d'établir si les candidats ont une maîtrise de la langue comparable à celle qui est attendue des porteurs des diplômes correspondants obtenus dans cette langue en ce qui concerne :

1° la compréhension à l'audition;

2° la compréhension à la lecture;

3° la production de textes écrits à l'exclusion de traductions;

4° la capacité de tenir une conversation et l'expression orale.

Lorsque le diplôme exigé est d'un niveau inférieur à l'enseignement secondaire supérieur, l'examen ne comprend pas la production de textes écrits.

Si aucun diplôme n'est exigé, la maîtrise attendue est celle de quelqu'un qui ne doit pas posséder un diplôme pour exercer la fonction considérée en ce qui concerne :

1° la compréhension à l'audition;

2° la compréhension à la lecture;

3° la capacité de tenir une conversation. ».

**Art. 5.** L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. L'examen linguistique visé aux articles 21, § 2 et 38, § 4, des lois coordonnées, porte sur la compréhension à l'audition de messages élémentaires et la compréhension à la lecture de textes élémentaires. ».

**Art. 6.** L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. L'examen linguistique de connaissance suffisante appropriée à une fonction qui met son titulaire en contact avec le public et en fait le supérieur hiérarchique d'autres agents, visé aux articles 21, § 5 et 38, § 4, des lois coordonnées, porte sur :

1° la compréhension à l'audition de messages usuels;

2° la capacité de tenir une conversation sur un sujet lié à la fonction et la capacité de s'exprimer oralement de manière aisée sur un sujet lié à la fonction.

L'examen linguistique de connaissance élémentaire appropriée à une fonction qui met son titulaire en contact avec le public, sans qu'il soit le supérieur hiérarchique d'autres agents, visé aux articles 21, § 5, et 38, § 4, des lois coordonnées, porte sur la capacité de tenir une conversation

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, worden de volgende aanpassingen aangebracht :

1° de woorden « leden van het onderwijsend personeel die lesgeven of lesgegeven hebben op het niveau van de waar te nemen functie of betrekking » worden vervangen door de woorden « leden van het actief of gepensioneerd onderwijsend personeel »;

2° de woorden « een ambtenaar behorende tot niveau 1 van het rijkspersoneel » worden vervangen door de woorden « een rijksambtenaar ».

**Art. 2.** Artikel 5 wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De taalexamens hebben tot doel na te gaan of de kandidaten een praktische kennis hebben van de taal in verband met de vereisten van de waar te nemen functie of betrekking. ».

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid bepaalt de materiële drager van de examens. ».

**Art. 4.** Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De taalexamens bedoeld in de artikelen 15, § 1, derde en vierde lid, 21, § 1, derde lid, 27, tweede en derde lid, 38, § 1, tweede lid, § 4, § 5, 43, § 4, eerste, derde en vierde lid, 44 en 46, § 1, van de gecoördineerde wetten bestaan uit proeven waarmee kan worden vastgesteld of de kandidaten een taalbeheersing hebben die te vergelijken is met de taalbeheersing die wordt verwacht van de houders van de overeenkomstige diploma's die in die taal werden behaald, wat betreft :

1° de luistervaardigheid;

2° de leesvaardigheid;

3° het opstellen van schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen;

4° de vaardigheid om een gesprek te voeren en de vaardigheid om zich mondeling uit te drukken.

Als het vereiste diploma van een lager niveau is dan het hoger secundair onderwijs, is het opstellen van schriftelijke teksten niet in het examen vervat.

Als er geen enkel diploma is vereist, is de verwachte beheersing die van iemand die geen diploma moet bezitten om de betrokken functie uit te oefenen, voor wat betreft :

1° de luistervaardigheid;

2° de leesvaardigheid;

3° de vaardigheid om een gesprek te voeren. ».

**Art. 5.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Het taalexamen bedoeld in de artikelen 21, § 2 en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op de vaardigheid om elementaire mondelinge boodschappen te begrijpen en elementaire teksten te verstaan. ».

**Art. 6.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. Het taalexamen van voldoende kennis die is aangepast aan een functie waarvan de houder in contact komt met het publiek en die hem de hiërarchische meerdere maakt van andere ambtenaren, bedoeld in de artikelen 21, § 5 en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

1° het begrijpen van gebruikelijke mondelinge boodschappen;

2° de vaardigheid om een gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie en de vaardigheid om zich mondeling vlot uit te drukken over een onderwerp dat verband houdt met de functie.

Het taalexamen van elementaire kennis die is aangepast aan een functie waarvan de houder in contact komt met het publiek, zonder dat hij de hiërarchische meerdere is van andere ambtenaren, bedoeld in de artikelen 21, § 5, en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten, heeft

élémentaire sur un sujet lié à la fonction.

§ 2. L'examen linguistique de connaissance suffisante appropriée à une fonction qui met son titulaire en contact avec le public et en fait le supérieur hiérarchique d'autres agents, visé aux articles 15, § 2, alinéa 5, et 46, § 5, des lois coordonnées, porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages usuels;
- 2° la compréhension à la lecture de textes usuels;
- 3° la production de textes écrits corrects, à l'exclusion de traductions;

4° la capacité de tenir une conversation sur un sujet lié à la fonction et la capacité de s'exprimer oralement de manière aisée sur un sujet lié à la fonction.

L'examen linguistique de connaissance élémentaire appropriée à une fonction qui met son titulaire en contact avec le public, sans qu'il soit le supérieur hiérarchique d'autres agents, visé aux articles 15, § 2, alinéa 5, 29, alinéa 1<sup>er</sup>, et 46, § 5, des lois coordonnées, porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages élémentaires;
- 2° la compréhension à la lecture de textes élémentaires;
- 3° la capacité de tenir une conversation élémentaire sur un sujet lié à la fonction. ».

**Art. 7.** L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. L'examen linguistique visé à l'article 46, § 3, des lois coordonnées, porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages élémentaires;

2° la capacité de tenir une conversation élémentaire sur un sujet lié à la fonction. ».

**Art. 8.** L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'examen linguistique visé aux articles 21, § 4, et 38, § 4, des lois coordonnées, porte sur :

- 1° la compréhension à la lecture de textes usuels;
- 2° la production de textes écrits corrects, à l'exclusion de traductions. ».

**Art. 9.** L'article 12 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 16 novembre 2001 et 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1<sup>er</sup>. L'examen linguistique visé à l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées, porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages usuels;
- 2° la compréhension à la lecture de textes usuels;
- 3° la production de textes écrits corrects, à l'exclusion de traductions;

4° la capacité de tenir une conversation sur un sujet lié à la fonction et la capacité de s'exprimer oralement de manière aisée sur un sujet lié à la fonction.

§ 2. La dispense de l'examen linguistique prévue à l'article 43, § 3, troisième alinéa, des lois coordonnées, est accordée par l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale sur la foi du diplôme établissant que la seconde langue a été la langue véhiculaire des études que le requérant a faites. ».

**Art. 10.** Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « alinéas 1<sup>er</sup> à 4 » sont remplacés par les mots « alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 11.** L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. L'examen linguistique visé à l'article 47, § 5, des lois coordonnées, pour les fonctions de la carrière du Service extérieur et de la carrière des Attachés de la Coopération internationale ainsi que pour celles des agents de la Carrière de Chancellerie qui sont les supérieurs hiérarchiques d'autres agents, porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages usuels;

betrekking op de vaardigheid om een elementair gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie.

§ 2. Het taalexamen van voldoende kennis die is aangepast aan een functie waarvan de houder in contact komt met het publiek en die hem de hiërarchische meerdere maakt van andere ambtenaren, bedoeld in de artikelen 15, § 2, vijfde lid, en 46, § 5, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

- 1° het begrijpen van gebruikelijke mondelinge boodschappen;
- 2° het begrijpen van gebruikelijke teksten;
- 3° het opstellen van correcte schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen;

4° de vaardigheid om een gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie en de vaardigheid om zich mondeling vlot uit te drukken over een onderwerp dat verband houdt met de functie.

Het taalexamen van elementaire kennis die is aangepast aan een functie waarvan de houder in contact komt met het publiek, zonder dat hij de hiërarchische meerdere is van andere ambtenaren, bedoeld in de artikelen 15, § 2, vijfde lid, 29, eerste lid, en 46, § 5, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

- 1° de vaardigheid om elementaire mondelinge boodschappen te begrijpen;
- 2° de vaardigheid om elementaire teksten te verstaan;
- 3° de vaardigheid om een elementair gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie. ».

**Art. 7.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het taalexamen bedoeld in artikel 46, § 3, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

- 1° de vaardigheid om elementaire mondelinge boodschappen te begrijpen;

2° de vaardigheid om een elementair gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie. ».

**Art. 8.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Het taalexamen bedoeld in de artikelen 21, § 4, en 38, § 4, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

- 1° het begrijpen van gebruikelijke teksten;
- 2° het opstellen van correcte schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen. ».

**Art. 9.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 november 2001 en 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Het taalexamen bedoeld in artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten, heeft betrekking op :

- 1° het begrijpen van gebruikelijke mondelinge boodschappen;
- 2° het begrijpen van gebruikelijke teksten;

3° het opstellen van correcte schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen; ».

4° de vaardigheid om een gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie en de vaardigheid om zich mondeling vlot uit te drukken over een onderwerp dat verband houdt met de functie.

§ 2. De bij artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten bedoelde vrijstelling van dit taalexamen wordt door de Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid verleend op basis van het diploma dat bewijst dat de tweede taal de voertaal was van het onderwijs dat de verzoeker genoten heeft. ».

**Art. 10.** In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « eerste tot vierde lid » vervangen door de woorden « eerste lid ». ».

**Art. 11.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Het taalexamen bedoeld in artikel 47, § 5, van de gecoördineerde wetten, voor de functies van de carrière Buitenlandse Dienst en van de carrière van de attachés voor Internationale Samenwerking, alsook voor de functies van de ambtenaren van de Kanselarijcarrière die de hiërarchische meerdere zijn van andere ambtenaren, heeft betrekking op :

- 1° het begrijpen van gebruikelijke mondelinge boodschappen;

- 2° la compréhension à la lecture de textes usuels;  
3° la production de textes écrits corrects, à l'exclusion de traductions;  
  
4° la capacité de tenir une conversation sur un sujet lié à la fonction et la capacité de s'exprimer oralement de manière aisée sur un sujet lié à la fonction.

L'examen linguistique visé à l'article 47, § 5, des lois coordonnées, pour les fonctions dont sont titulaires les agents de la carrière de chancellerie qui ne sont pas les supérieurs hiérarchiques d'autres agents porte sur :

- 1° la compréhension à l'audition de messages élémentaires;  
2° la compréhension à la lecture de textes élémentaires;  
3° la capacité de tenir une conversation élémentaire sur un sujet lié à la fonction. ».

**Art. 12.** L'article 16 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Le candidat qui a réussi une épreuve d'un examen linguistique est dispensé, lors de toute participation à un examen ultérieur, d'une épreuve portant sur un même niveau de connaissance ou un niveau de connaissance moins élevé. »

**Art. 13.** L'article 16bis, inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16bis. § 1er. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément à l'article 7 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de sept dixièmes des points dans chacune des épreuves.

On ne peut participer à l'épreuve orale qu'après avoir réussi les épreuves informatisées et, s'il y échec, à l'épreuve portant sur la production de textes écrits, qu'après avoir réussi l'épreuve orale.

§ 2. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément aux articles 8 et 10 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de cinq dixièmes des points dans chacune des épreuves.

Pour ce qui concerne l'article 10, on ne peut participer à l'épreuve orale qu'après avoir réussi l'épreuve informatisée.

§ 3. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément à l'article 9 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de :

1° six dixièmes des points dans chacune des épreuves lorsqu'il s'agit de connaissance suffisante;

2° cinq dixièmes des points dans chacune des épreuves lorsqu'il s'agit de connaissance élémentaire.

On ne peut participer à l'épreuve orale qu'après avoir réussi les épreuves informatisées et, s'il y échec, à l'épreuve portant sur la production de textes écrits, qu'après avoir réussi l'épreuve orale.

§ 4. Pour réussir l'examen linguistique organisé conformément à l'article 11 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de six dixièmes des points dans chacune des épreuves.

§ 5. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément aux articles 12 et 13 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de six dixièmes des points dans chacune des épreuves.

On ne peut participer à l'épreuve orale qu'après avoir réussi les épreuves informatisées et à l'épreuve portant sur la production de textes écrits qu'après avoir réussi l'épreuve orale.

§ 6. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément à l'article 14 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est de cinq dixièmes des points dans chacune des épreuves.

On ne peut participer à l'épreuve orale qu'après avoir réussi les épreuves informatisées et, s'il y échec, à l'épreuve portant sur la production de textes écrits, qu'après avoir réussi l'épreuve orale. ».

- 2° het begrijpen van gebruikelijke teksten;  
3° het opstellen van correcte schriftelijke teksten, met uitsluiting van vertalingen;

4° de vaardigheid om een gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie en de vaardigheid om zich mondeling vlot uit te drukken over een onderwerp dat verband houdt met de functie.

Het taalexamen bedoeld in artikel 47, § 5, van de gecoördineerde wetten, voor de functies waarvan de ambtenaren van de Kanselarijcarrière die geen hiërarchische meerdere van andere ambtenaren zijn,houder zijn, heeft betrekking op :

1° de vaardigheid om elementaire mondelinge boodschappen te begrijpen;

2° de vaardigheid om elementaire teksten te verstaan;

3° de vaardigheid om een elementair gesprek te voeren over een onderwerp dat verband houdt met de functie. ».

**Art. 12.** Artikel 16 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De kandidaat die geslaagd is voor een proef van een taalexamen wordt vrijgesteld, bij elke latere deelneming aan een taalexamen, van een proef betreffende hetzelfde kennisniveau of een lager kennisniveau. ».

**Art. 13.** Artikel 16bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16bis. § 1. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig het artikel 7 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op zeven tienden van de punten voor elke proef.

Er kan slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de computergestuurde proeven en, in voorkomend geval, aan de proef betreffende het opstellen van schriftelijke teksten, na slagen voor de mondelinge proef.

§ 2. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig de artikelen 8 en 10, worden het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op vijf tienden van de punten voor elke proef.

Wat het artikel 10 betreft, kan er slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de computergestuurde proef.

§ 3. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig het artikel 9 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op :

1° zes tienden van de punten voor elke proef wanneer het gaat over de voldoende kennis;

2° vijf tienden van de punten voor elke proef wanneer het gaat over de elementaire kennis.

Er kan slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de computergestuurde proeven en, in voorkomend geval, aan de proef betreffende het opstellen van schriftelijke teksten, na slagen voor de mondelinge proef.

§ 4. Om te slagen voor het taalexamen dat georganiseerd wordt overeenkomstig het artikel 11 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op zes tienden van de punten voor elke proef.

§ 5. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig de artikelen 12 en 13 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op zes tienden van de punten voor elke proef.

Er kan slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de computergestuurde proeven en aan de proef betreffende het opstellen van schriftelijke teksten, na slagen voor de mondelinge proef.

§ 6. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig het artikel 14 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd op vijf tienden van de punten voor elke proef.

Er kan slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de computergestuurde proeven en, in voorkomend geval, aan de proef betreffende het opstellen van schriftelijke teksten, na slagen voor de mondelinge proef. ».

**Art. 14.** A l'article 20, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'une lettre dûment motivée ou d'une attestation » sont remplacés par les mots « d'une lettre motivée, d'une attestation ou de tout autre moyen de communication agréé par l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « selon les modalités que l'Administrateur délégué du Bureau de Sélection de l'Administration fédérale détermine ».

**Art. 15.** Pour les candidats qui, à l'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient déjà réussi une des épreuves de l'examen visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, le déroulement de cet examen se poursuit conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 16.** Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
S. VANACKERE

**Art. 14.** In artikel 20, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « van een gemotiveerde brief of attest » vervangen door de woorden « van een gemotiveerde brief, attest of enig ander communicatiemiddel dat door de Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid is erkend »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « volgens de modaliteiten die de Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid heeft bepaald ».

**Art. 15.** Voor de kandidaten die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, reeds geslaagd waren in een van de proeven van het examen bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, wordt het examen verder gezet krachtens de vroegere bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 16.** De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
S. VANACKERE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 2559

[2009/203186]

24 APRIL 2009. — Besluit van de Vlaamse Regering  
tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Agentschap voor Kwaliteitszorg in Onderwijs en Vorming

De Vlaamse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1;

Gelet op het kaderdecreet Bestuurlijk Beleid van 18 juli 2003, artikel 6, § 2 en artikel 7, derde lid;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 27 juli 2004 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Regering;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 3 juni 2005 met betrekking tot de organisatie van de Vlaamse administratie;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 16 februari 2009;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de bestuurszaken, gegeven op 17 juli 2008;

Gelet op het advies 46.134/1 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Werk, Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities, benaming, doel en taakstelling van het agentschap*

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder :

1° bewijs van erkende kwalificaties : een bewijs van een erkende kwalificatie, als vermeld in artikel 2, 8<sup>o</sup> van het decreet van 30 april 2009 betreffende de kwalificatiestructuur;

2° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor onderwijs en vorming;

3° EVC : erkenning van verworven competenties.

**Art. 2.** Binnen het Vlaams Ministerie van Onderwijs en Vorming wordt een intern verzelfstandigd agentschap zonder rechtspersoonlijkheid opgericht onder de benaming Agentschap voor Kwaliteitszorg in Onderwijs en Vorming, hierna het agentschap te noemen.